



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

15/02/2024

Contre le gouvernement de Macron et Attal au service du capital : la lutte des classes

Remaniement

Après la nomination le 9 janvier, il aura fallu 30 jours à Macron et Attal pour constituer la nouvelle équipe gouvernementale de 14 ministres de plein exercice, 16 ministres délégué(e)s et 5 secrétaires d'État.

Équipe triée sur le volet : - les deux tiers des membres du gouvernement Attal, possédaient en 2023^[1] un patrimoine de 716 000 euros et se situaient parmi les 10 % les plus fortunés de France, la moitié avec 1,03 million d'euros était classé dans la tranche des 5 % les plus fortunés et neuf de ces membres dans la tranche des 1 % les plus riches, à plus de 2,2 millions d'euros^[2]. En 2023, 50 % des ménages ne possédaient que 8 % du patrimoine^[3]

- La plupart des membres du gouvernement Attal ont d'abord été des dirigeants des entreprises du Cac 40, des PDG, des propriétaires de grandes entreprises capitalistes :

* **Riester**, ministre du Commerce extérieur, (10 millions d'euros), consultant du groupe d'audit Arthur Andersen société basée à [Chicago](#) spécialisée dans l'[audit](#), les services fiscaux et juridiques, la [finance d'entreprise](#) et le [conseil](#).

* **Oudéa-Castéra**, ministre des Sports, (7 millions d'euros). Elle est directrice marketing d'Axa France à partir de 2008. À la direction d'AXA. A partir de 2014 elle est aussi membre du conseil d'administration de [Plastic Omnium](#) et de la société d'investissement [Eurazeo](#) en 2018. Elle est rémunérée 50 000 euros par [Plastic Omnium](#), en 2021 pour sa présence à huit réunions, puis 20 000 euros en 2022 pour trois réunions. En 2018, administratrice et directrice e-commerce, data et transformation digitale du groupe d'hypermarchés [Carrefour](#)⁴. Sa rémunération y est de 1,4 million d'euros par an.

* **Dupond-Moretti**. Son activité d'avocat, ses droits d'auteur ainsi que ses rôles au théâtre lui auraient rapporté un patrimoine autour de 5 millions d'euros.

* **Roland Lescure**, chargé de l'Industrie et de l'Énergie, directeur Général de [Natixis Asset Management](#), puis dirigeant de Groupama. Entre 2009 et 2017, il a été premier vice-président d'un des plus importants fonds de pension d'Amérique du Nord. De 2009 jusqu'en avril 2017, il est le premier vice-président de la *Caisse de dépôt et placement du Québec* (CDPQ), l'un des plus importants [fonds de pension](#) d'[Amérique du Nord](#) dont il supervise 80 % de l'activité.

* **Vautrin**, ministre du travail, de la Santé et des Solidarités. De 1986 à 1999 cadre au sein du [Groupe Cigna](#) (compagnie d'assurance américaine) d'abord comme [chef de produit](#), puis [directrice marketing](#) et [communication](#) de Cigna France en 1989, de Cigna Europe de l'Ouest en 1995, de Cigna Europe continentale en 1997.

Avec Attal, le Medef a un gouvernement à sa botte, composé de serviteurs formés à ses méthodes managériales, maîtres d'œuvres de l'exploitation des travailleurs. Un gouvernement bien rodé à la gestion des entreprises capitalistes, le Medef n'a pas de soucis à se faire. Mais il reste prudent Patrick Martin, président du Medef, met en garde le gouvernement et lui conseil une stratégie moins « *rentre dedans* » pour arriver au même résultat : « *le panorama du pays assez inquiétant et très facturé. Une relative harmonie entre les partenaires sociaux est importante. C'est même précieux* »

Attal prétend que son gouvernement s'adresse « *aux classes moyennes cœur battant de notre pays, artisans de la grandeur et de la force de notre nation française* ». La composition de son gouvernement révèle ce qu'il est : la mise en opposition des travailleurs les plus pauvres, qui « *sont un coût et qui menace notre modèle social* » avec

les autres salariés. Ce n'est qu'une tentative réactionnaire qui tente de susciter l'adhésion à un exécutif au service du capital qui va avancer à marche forcée dans les prochains mois et années pour multiplier et tenter d'imposer ses attaques anti-sociales.

Attal : « *je suis le chef de la majorité. Aucun temps mort de l'action, de l'action, de l'action* »

*** Le secteur santé une priorité du quinquennat ? Priorité qui ne mérite même pas un ministère de plein exercice !**

Frédéric Valletoux ministre délégué de la santé applique les choix de l'Élysée sans rechigner

« *Je vais suivre la ligne fixée par le président et le Premier ministre. Je vais commencer par m'attaquer à l'amélioration de l'accès aux soins le problème de l'hôpital, c'est pas une question de budget mais d'organisation, le gouvernement a beaucoup fait pour la rémunération, en 2020 il a augmenté de 10% net la rémunération... on embauche des infirmières à l'APHP^[4] plus que de départ...* » et autres calembredaines « *il faut redonner du sens à leur métier* », le sens ils le comprennent, ce qu'ils ne comprennent pas c'est qu'ils n'arrivent pas à boucler les fins de mois.

En choisissant Valletoux Attal et Macron ont fait *un sans-faute*, il avait fait ses preuves avec la loi Valletoux sur « *l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels de santé* » (juin 2023), loi qui se situe dans la logique dans la logique de la politique des gouvernements et détruit les hôpitaux et déroule un tapis rouge au secteur privé lucratif.

Stratégie très élaborée pour fermer massivement des hôpitaux afin de laisser la place aux grands groupes de cliniques privées à but lucratif.

Le logement « *J'ai décrété l'urgence pour le logement en France*". "On va se battre centimètre par centimètre, mètre carré par mètre carré pour aller chercher du logement pour les Français. On va aller chercher tous les logements possibles avec les dents", a déclaré Attal. Et pour ce faire il fait appel au ministre délégué au logement, Kasbarian, député macroniste, surtout connu pour avoir été le rapporteur, avec Aurore Bergé, une loi répressive contre les locataires en situation de grande précarité. Loi votée par Renaissance, les Républicains et le Rassemblement National. La loi a permis au propriétaire d'accélérer les procédures d'expulsion, avec un durcissement des sanctions pénales, loi sécuritaire et anti-pauvres qui réprime et harcèle les victimes du mal-logement.

Macron et Attal ont composé un gouvernement qui s'attaque aux conditions de vie des travailleurs des jeunes et des retraités, qui « smicardise » les revenus, qui avance à marche forcée pour aller jusqu'au bout des réformes qui livre pieds et poings liés les travailleurs à l'exploitation capitaliste. Et qui réprime toutes luttes avec une violence sans retenue. Plus de mille syndicalistes font l'objet de procédures en justice suite à des actions syndicales. Attal en déclarant à l'annonce de la grève à la SNCF des contrôleurs : « *la grève est un droit mais travailler est un devoir* » n'hésite pas à marcher dans les pas de Pétain et à emprunter au statut de 1941 qui appelait à des « *sanctions immédiates pour fait de grève pour manquement au devoir* ».

Les intérêts des capitalistes mis en œuvre par Macron et son gouvernement sont inconciliables avec ceux des travailleurs. Contre eux, seules les luttes sociales et politiques permettront tout de suite d'obtenir des succès revendicatifs sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail et d'en finir avec un système qui exploite toujours plus les travailleurs et le peuple.

L'heure n'est pas à la pause, ni au compromis avec le capital et le gouvernement.

Menons à un affrontement de classe, puissant contre la politique de Macron et d'Attal au service du capital .

[1] Recensement de La Haute Autorité pour la Transparence de la vie Publique (HPTVP), pour le dernier gouvernement Borne, en attente des déclarations du gouvernement Attal

[2] Cf L'Humanité n° 23.879, 12 février 2024

[3] Insee étude consacrée aux patrimoines des ménages, mercredi 25 janvier.

[4] Assistance Publique – Hôpitaux de Paris